

La démocratie chrétienne à la croisée des chemins

Arthur d'Anethan

Juriste

■ L'immense, le difficile défi est de renouer réellement avec le débat d'idées, en profondeur, dans le temps long et non dans l'immédiateté superficielle du slogan.

Les derniers sondages, parus en octobre dernier, ne font pas exception : le CDH y est à nouveau annoncé en baisse (-5,3 % par rapport aux élections de 2014), confirmant ainsi une tendance devenue invariable d'élection en élection. Alors, le parti a annoncé un plan de relance pour tenter d'enrayer un déclin électoral qui n'en finit pas.

Si on prend la peine d'y songer, la disparition programmée du CDH relève d'un des phénomènes les plus frappants de l'histoire politique européenne depuis l'après-guerre : la disparition, sans drame ni fracas, d'une force politique qui a pourtant dominé la scène politique non seulement en Belgique mais à travers toute l'Europe occidentale (Italie, Pays-Bas, Allemagne, Autriche, etc.).

Ce déclin électoral ne fait, à vrai dire, qu'entériner une faiblesse plus profonde : celle des idées. Il la traduit mais ne l'accompagne pas toujours. La CDU allemande, qui gagne élection sur élection, n'y fait pas exception. Comme l'ont diagnostiqué de nombreux politologues, la CDU s'est muée en "parti attrape-tout", sans réelle proposition politique au-delà d'un centrisme gestionnaire prudent (auquel ne déroge pas non plus son principal adversaire, le SPD). Le

même constat se posait pour le PSC ou pour la DC italienne, catalogués de "partis de notables" bien avant leur disparition.

Cette allergie aux idées semble consubstantielle à la démocratie chrétienne. Passé le premier succès de l'immédiat après-guerre, le parcours de la démocratie chrétienne s'apparente, non pas à une marche conquérante, mais à une retraite habile et prudente menée de main de maître par des diri-

geants désireux d'éviter à tout prix l'affrontement, quitte à abandonner pour ce faire toutes leurs positions. Il semble que, confrontés à des forces aussi insaisissables que "la société de consommation", "l'esprit du temps" ou "le marché", les hommes d'Etat chrétiens-démocrates ont toujours considéré leurs convictions comme a priori négociables, et ont donc toujours fini par les abandonner, renonçant ainsi à offrir une alternative à la vision matérialiste des deux autres grands courants politiques, le libéralisme et le socialisme.

La charpente de la vie politique

Il semble donc qu'il y ait dans la

démocratie chrétienne une faille, un vice qui la conduit à abandonner le terrain sans combattre, à éviter les grands

débats de société, préférant se réfugier dans une gestion prudente et attentiste de la chose publique. En bref, à être un parti de gestion et de coalition, plutôt qu'un mouvement d'audace et d'idées. A cet égard, la situation du parti qui en Belgique francophone se veut l'héritier de la démocratie chrétienne est emblématique, surtout quand on le compare à ses concurrents historiques.

En effet, malgré les comportements affairistes qui frappent régulièrement le Parti socialiste, on ne peut se défaire de l'idée qu'il y subsiste des sociaux-démocrates sincères qui, à l'instar de Paul Magnette dans ses interviews, semblent réellement épris de la social-démocratie en tant qu'idée-force du champ politique, et pour qui la politique consiste à identifier, au-delà des péripéties du jour, les moyens de donner vie à leur idée dans la cité. Il en va de même au MR, où la définition et l'évolution de la doctrine libérale sont régulièrement discutées, notamment par Richard Miller, président du Centre Jean Gol.

On peut objecter qu'une telle approche est "idéologique" avec tout

ce que cela suppose de limitations. Mais on peut aussi penser qu'une vie politique charpentée autour d'idées claires et puissantes est plus riche, plus dynamique, qu'elle garantit un débat fécond au-delà de l'écume médiatique, et qu'elle réduit les risques de démagogie et d'inertie politicienne.

Rien de tout cela ne semble exister au CDH, qui paraît aujourd'hui singulièrement coupé de ses racines philosophiques et intellectuelles. Nul débat sur le catholicisme social ou sur le personnalisme, aucune réflexion sur "l'écologie intégrale" ou sur les questions bioéthiques. Le parti semble focalisé sur des projets "neutres", peu marqués idéologiquement, comme la création d'une nouvelle ville en Wallonie. Le CDH donne l'impression d'errer à l'aveuglette, privé d'une idée structurante autour de laquelle charpenter son projet politique. D'où le scepticisme des citoyens et des médias qui semblent accueillir chaque tentative du CDH de conceptualiser son projet; "humanisme", "radicalité cen-

triste", "centrisme radical" : chacun de ces slogans est apparu comme curieusement hors-sol, sans substance, et a en conséquence échoué à convaincre l'électeur.

Le défi des idées

La régression électorale constante de la démocratie chrétienne en Belgique francophone enseigne qu'il est impossible de faire de la politique – au sens noble du terme – si on se prive d'idées-forces. Celles-ci, qu'il s'agisse de la social-démocratie, du libéralisme, de l'écologie politique ou de la démocratie chrétienne, structurent et fécondent le débat public.

A une époque où les questions d'identité, de sens et de transcendance resurgissent dans l'espace public avec une acuité lancinante, les visions libérales et socialistes de la cité apparaissent comme singulièrement limitées, s'adressant à un homme incomplet, absurde-ment réduit à la figure de carton-pâte du consommateur, un homo economicus amputé de ce qui fait, pour reprendre les mots d'Ernst Jünger, "la richesse, la puissance et

la plénitude d'une vie".

La démocratie chrétienne qui a dans son ADN le refus de la primauté l'économique sur les autres pans de la personnalité humaine, dispose des outils intellectuels pour relever le défi d'une société de consommation qui s'essouffle, privée de sens. Mais pour cela, il faut de l'audace, qualité dont les partis héritiers de la démocratie chrétienne semblent singulièrement dépourvus, notamment en Belgique francophone.

L'immense, le difficile défi est donc de renouer réellement avec le débat d'idées, en profondeur, dans le temps long et non dans l'immédiateté superficielle du slogan. Quitte à sacrifier ce faisant la position confortable de "parti de coalition". Un parti peut sacrifier une telle position. Il ne peut pas se permettre le luxe de sacrifier les idées. Sans elles, la politique se réduit à une gestion myope et tâtonnante de la chose publique, difficilement susceptible de susciter l'intérêt du citoyen, et en tout état de cause incapable de répondre aux défis majeurs du XXI^e siècle.